

# Zaki Laïdi : « Redistribuer le pouvoir mondial »

**Zaki Laïdi, politologue, est l'un des principaux animateurs du débat sur la mondialisation. Il publiera en janvier 2004, *La Grande Perturbation* (Flammarion).**

**Propos recueillis par Baudouin Bollaert**

**LE FIGARO. – Le chaos de Bagdad ou l'échec de Cancun donnent le sentiment d'un vide politique mondial assez saisissant. N'aurait-on pas surestimé l'hyperpuissance ?**

**Zaki LAÏDI.** – Je dois vous dire que la rhétorique de l'hyperpuissance ne m'a jamais convaincu. Non pas parce que ce qu'elle disait était infondé mais parce qu'elle se contentait de décrire et non de proposer. Je me suis même demandé si, en insistant à ce point sur la puissance des Etats-Unis, on ne décrédibiliserait pas le projet européen fondé sur le partage de la souveraineté. Cela dit, et pour revenir à votre question, le problème actuel n'est pas de contempler la puissance mais de s'interroger sur son impuissance. Naturellement l'affaire irakienne n'est pas terminée. Mais le ratage politique est colossal même s'il avait été prévu par à peu près tout le monde. De l'expérience américaine les Européens doivent tirer une leçon simple : la puissance n'est rien sans légitimité. C'est pourquoi la vraie question n'est pas tant de savoir ce qu'est la puissance mais ce qu'est la légitimité. L'affaire irakienne nous montre que la puissance est, elle aussi, soumise à la loi des rendements décroissants.

**Y a-t-il malgré tout un lien entre Bagdad et Cancun ?** Les deux problèmes ne sont naturellement pas de même ordre et n'ont pas le même degré de gravité. L'enlèvement des négociations multilatérales est la norme depuis un demi-siècle. Cela dit, il y a à ces deux crises deux points communs. Le premier tient à ce que j'appelle « l'absence de grammaire politique ». Personne n'a d'idée

sur la manière de construire les trois piliers de la gouvernance mondiale (stratégique, économique et culturelle). Mais surtout il n'y a pas de réelle volonté politique de construire cette gouvernance. A Washington l'idée de gouvernance mondiale est une idée obscure.

Le second point tient à une puissante demande de redistribution du pouvoir mondial qui concerne des pays émergents. Des pays comme l'Afrique du Sud, l'Inde ou le Brésil sont clairement frustrés de ne pas être reconnus comme des futurs grands. La Chine, elle, a un jeu ambigu : elle se mêle aux pays émergents pour relever son rôle. Mais son ambition à long terme c'est avant tout de devenir le challenger des Etats-Unis. Dans vingt ans, le jeu mondial ressemblera davantage au système du XIX<sup>e</sup> siècle qu'à celui du XX<sup>e</sup> siècle. Le jeu des puissances nationales risque de devenir central. Or, pour l'Europe ce n'est pas forcément une bonne nouvelle.

**L'échec de Cancun a-t-il traduit-il pas une sorte de fatigue face à la mondialisation ?**

En fait, les choses sont plus complexes que cela. Le fond du problème est politique. Il porte sur la légitimité de la libéralisation des échanges. Certains pays comme le Brésil disent ceci : d'accord pour libéraliser le commerce, mais commencez par ouvrir vos marchés agricoles puisque l'agriculture est le domaine où nous disposons d'un réel avantage comparatif. Or, à ce discours de plus en plus véhément, nous répondons – nous les riches – que la libéralisation des marchés ne réglera pas les problèmes de développement de ces pays. Le problème vient du fait que ces deux interprétations sont parfaitement justifiées à ceci près que les pays du Nord disent depuis dix ans au Sud que la libéralisation est la condition du développement. L'autre problème politique vient du fait que plus personne ne sait vraiment comment limiter le

rôle de l'OMC. Les pays du Nord disent que l'OMC n'est pas une institution de développement et que par conséquent on ne saurait traiter dans son cadre de ces questions. Sauf que, là encore, les pays du Sud répondent qu'ils ne voient pas d'intérêt à libérer leurs économies si cette ouverture ne garantit pas les conditions d'un développement rapide.

Le fond du problème que l'on retrouve tant au Nord qu'au Sud se résume ainsi : les coûts de la libéralisation commerciale sont toujours visibles et immédiats (délocalisations, déprotection, etc.). En revanche, ses gains réels sont plus diffus et surtout plus étalés dans le temps. Cette contradiction temporelle constitue une contrainte politique pour tous les gouvernements de la planète. Et c'est la raison pour laquelle la plupart d'entre eux sont désormais réticents à aller plus loin.

**Cette redistribution du pouvoir mondial dont vous parlez n'est-elle pas au cœur du projet français ?**

Oui, c'est indiscutable. D'autant qu'il existe un consensus politique très fort pour récuser la guerre des cultures. La France n'accepte pas l'idée d'un Occident qui s'opposerait au reste du monde. Et, de ce point de vue-là, la construction politique de l'Europe est stratégique. L'Europe doit être un pôle de puissance dans un monde pluraliste. Le vrai projet de l'Europe doit être la défense d'un pluralisme mondial et non la consolidation de l'Occident. Mais ce pluralisme nous devons veiller à ce qu'il s'exprime sur des bases régionales (Europe, Amérique Latine, Asie, Afrique) et non sur des bases purement nationales. Car, sur ce point, il ne faut avoir aucune illusion : la Chine et l'Inde ne seront certainement pas moins dominateurs que les Américains.

**Comment expliquez-vous que tout le monde veuille se rendre au FSE ?**

Le FSE, déclinaison européenne de l'ancien forum de Porto Alegre, exprime une de-

mande forte de la mondialisation équitable même si, à l'évidence, elle draine vers elle des acteurs sociaux, des politiques et des communautaristes peu recommandables. Il ne faut donc ni en surestimer l'influence ni en négliger l'intérêt. Il faut se faire à l'idée que l'altermondialisme est une gigantesque nébu-

*La Chine et l'Inde ne seront certainement pas moins dominateurs que les Américains*

leuse, ce qui en soi est sociologiquement parfaitement compréhensible. La mondialisation couvre aujourd'hui tellement de problèmes qu'il est naturel que les différents acteurs sociaux y interviennent même si une des caractéristiques de l'altermondialisme français vient du fait qu'il est politiquement influencé par

des organisations politiques très idéologisées.

Or, pour moi, il y a un gouffre entre la LCR qui cherche via Attac à capter l'altermondialisme dans un sens politique et anticapitaliste et Oxfam dont l'orientation est réformiste. Mais ces mouvements ne sont pas du tout homogènes. Attac est, par exemple, traversée de

contradictions fortes entre des souverainistes venant du parti communiste et des trotskistes farouchement antisouverainistes. Ce qui les unit c'est leur

anticapitalisme profond et leur détestation de l'Amérique.

**Où, mais est-ce que cette nébuleuse peut devenir une réelle force de proposition ?**

Au-delà de la diversité, de la confusion et du mélange des genres, il y a malgré tout un point important qu'il faut mettre en perspective : l'alter-

mondialisme n'est en définitive que l'expression d'un mouvement de syndicalisation de la mondialisation. Celle-ci est là, on ne peut plus la rejeter. Il faut donc essayer de se la réapproprier socialement. Tout l'enjeu est donc de donner à cette syndicalisation confuse une sorte de débouché politique. A partir de là, il faut bien évidemment voir de près ce que les uns et les autres proposent.

**Et ce que proposent les altermondialistes vous semble-t-il réaliste ?**

Certaines idées sont parfaitement réalistes et beaucoup de leurs critiques sont recevables. Le problème est celui du débouché politique que ces mouvements veulent donner à leurs actions. Or, c'est là que l'on voit que certains mouvements ont peur de franchir le pas d'une relation contractuelle avec les Etats de crainte de se compromettre. De leur côté, les partis politiques ne sont pas à la hauteur des défis. Leur réflexion sur la mondialisation reste globalement très

faible parce qu'à la différence des altermondialistes qui se déploient sur une échelle transnationale, les partis politiques restent nationaux.

**Que pensez-vous du projet de Jacques Chirac de créer un observatoire de la mondialisation ?**

Je trouve l'idée excellente. Il serait bon que les pouvoirs publics et l'opinion disposent de données fiables sur les différentes dimensions de la mondialisation. On évitera peut-être ainsi d'entendre certaines contre-vérités. Cela étant, tout dépendra des moyens et des mesures que l'on donnera à cet observatoire. L'idéal serait de créer une structure d'observatoires nationaux européens travaillant en réseau à partir d'une méthodologie commune qui ne soit pas d'ailleurs qu'économique. Il faudrait y intégrer des éléments d'analyse politique, sociale et culturelle. Ce dont on manque le plus actuellement c'est de référents globaux pour penser la globalité du monde.